



Violences à l'école : déferlement démagogique du ministre

Surfant sur l'émoi provoqué par la terrible agression d'une enseignante, Xavier DARCOS vient de proposer trois mesures qui, selon lui, seraient susceptibles d'enrayer les phénomènes de violences en milieu scolaire : la mise en place de portiques à l'entrée des établissements, la création d'une force mobile d'agents à disposition des rectorats et enfin une modification juridique permettant aux recteurs, aux corps d'inspections et aux chefs d'établissement d'exercer des fonctions d'officier de police judiciaire.

Pour le SE-UNSA, la question de la sécurité des personnes et des biens doit trouver une réponse. Celle-ci ne peut pour autant passer sous silence les questions de prévention, de formation ou d'éducation citoyenne. Xavier DARCOS a, à l'inverse, choisi d'endosser le costume de ministre de l'intérieur en proposant un arsenal sécuritaire démagogique et inadapté qui ne résoudra en rien les actes de violence imprévisibles comme celui de Fenouillet.

L'acte éducatif est un travail patient mené par chaque enseignant au sein de sa classe. Il est fondé sur une donnée essentielle : la confiance entre lui et ses élèves. Le mélange des genres ne sèmera que la confusion. L'École ne doit pas devenir le lieu du soupçon permanent et de la fouille systématique. C'est l'acte éducatif dans son essence qui est ainsi remis en cause.

Ces propositions sont d'autant plus inquiétantes qu'elles s'ajoutent à d'autres mesures sécuritaires et répressives visant la jeunesse. Elles sont significatives du regard que le gouvernement persiste à porter sur elle, ne la considérant pas comme porteuse de l'avenir du pays mais, au contraire, comme une menace.

Pour le SE-UNSA, la question de la violence à l'école est un sujet très sérieux et préoccupant qui concerne la société dans son ensemble. Les réponses à y apporter sont complexes, multiples et doivent être différenciées en fonction du public d'élèves, de l'environnement social, de la taille des établissements

Pour cela, il faut du temps, mais aussi des moyens. En s'obstinant à proposer, une fois encore, un projet de budget, marqué par un nombre de suppressions d'emplois jamais atteint dans l'éducation nationale, le gouvernement s'acharne à priver les établissements d'autant d'adultes qui, chaque jour, par leur présence et leur vigilance, régulent les actes de violence ou d'incivilité.